

LE SCSI DANS LES MEDIAS POUR DÉFENDRE LE JUDICIAIRE

SCSI

Syndicat des
Cadres de la
Sécurité
Intérieure

CSAT

france
info

france

3

*Jean-Marc Bailleul, secrétaire général
du SCSI : "On veut simplement avoir
les moyens de bien faire notre travail"*



Ils étaient environ 250 policiers rassemblés face au Palais de justice de Paris vendredi pour protester contre les conséquences de la réforme pénale dont ils demandent le "report". Ils dénoncent le "manque de moyens" à quelques jours de l'entrée en vigueur du texte de Christiane Taubira, mercredi. A quelques jours de son application, les gradés de la police nationale s'inquiètent ouvertement de l'application de la réforme pénale. "Rien n'est prêt", dit le syndicat des cadres de la sécurité intérieure, pour qui cette loi va imposer plus de charges administratives mais aussi plus de procédures. Selon le SCSI, faute de recrutement dans la justice, la "contrainte pénale", cette nouvelle sanction qui sera exécutée en milieu ouvert, va transformer les policiers en "agents d'exécution des peines". Du travail qui les éloigne de leur mission d'enquête et de répression.

Un cercueil et l'inscription "qui veut tuer le judiciaire?": 250 policiers, selon les organisateurs, ont manifesté, ce vendredi, face au Palais de justice de Paris contre les conséquences de la réforme pénale dont ils demandent le "report".

"Les policiers des services judiciaires sont en deuil", a déclaré à Jean-Marc Bailleul, secrétaire général du Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI - majoritaire chez les officiers de police), vent debout contre le "manque de moyens" de la réforme pénale qui doit entrer en vigueur mercredi en France.

"Rien n'est prêt, il n'y a eu aucune circulaire nous disant quoi faire et comment", a-t-il tonné. "Elle va s'ajouter à un millefeuille de tâches administratives qui compliquent notre boulot. Pendant ce temps là nous ne sommes pas sur le terrain. Nous demandons son report".

La contrainte pénale en cause :

Le syndicat avait appelé ses troupes à se rassembler afin de protester contre les conséquences, pour les forces de l'ordre, de la contrainte et de la transaction pénales prévues par la réforme.

La contrainte pénale, nouvelle peine qui sera exécutée en milieu ouvert (hors prison), "va transformer", fait-il valoir, les policiers en "agents d'exécution des peines".

La transaction pénale, qui doit permettre à un officier de police judiciaire de fixer des obligations qui mettront fin aux poursuites, va "alourdir" les tâches administratives déjà très nombreuses, selon le SCSI, qui demande que des personnels de justice soient recrutés.

Il a reçu le soutien de l'Union syndicale des magistrats (USM-majoritaire). Une responsable a dénoncé "l'impréparation de la mise en oeuvre" de cette réforme ajoutant que les "effectifs nécessaires" ne "seront pas en poste avant plusieurs années".



BFM TV
NEWS 24/7

Libération



LE FIGARO

La loi Taubira n'en finit pas de faire des vagues. Le Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI, ex-Snop) a manifesté ce vendredi devant le palais de justice de Paris contre ce texte dont les première mesures, visant à remplacer la prison par des mesures alternatives, entrent en application le 1er octobre prochain. Ce syndicat, majoritaire chez les officiers de police, dénonce la «paralysie» prévisible de «l'action des services d'enquête».

Selon lui, «à quelques jours de la mise en application du texte, rien n'est prêt. Cette nouvelle loi, avec notamment ses deux changements majeurs que sont la contrainte pénale et la transaction pénale, va imposer de facto toujours plus de charges aux policiers sans prévoir aucune des simplifications de forme nécessaires en contrepartie.»